ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 17 décembre 1973, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant et complétant l'arrêté royal du 15 avril 1955 qui est relatif aux tarifs de la caisse de retraite de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite", a donné le 16 janvier 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e december 1973 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 15 april 1955 dat betrekking heeft op de tarieven van de lijfrentekas bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas", heeft de 16e januari 1974 het volgend advies gegeven :

Plutôt que de modifier l'article 2 de l'arrêté royal du 15 avril 1955 et, tout en conservant les articles 1er et 3, d'y insérer six articles nouveaux, il serait préférable de prendre un nouvel arrêté autonome et d'abroger expressément toutes les dispositions anciennes. Cette solution se recommande d'autant plus que la validité de l'arrêté royal du 15 avril 1955, qui n'a pas été soumis à l'avis du Conseil d'Etat et n'invoque pas l'urgence, pourrait être contestée.

*

* *

L'article 5 nouveau que l'article 2 du projet tend à insérer dans l'arrêté royal du 15 avril 1955 prévoit la faculté de limiter le montant annuel des versements qu'une personne peut effectuer en vue d'acquérir une rente et confie ce pouvoir au conseil d'administration de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Aux termes de l'article 40, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1865, modifié par la loi du 9 août 1897 : "Toute personne âgée de plus de dix-huit ans est admise à faire des versements à la caisse de retraite soit pour son compte, soit au nom de tiers âgés de six ans au moins".

..../...

Le législateur a toutefois fixé des limites à l'activité de la caisse de retraite. L'article 47 de la même loi de 1865, modifié par l'arrêté-loi du 23 octobre 1946, prévoit que le maximum des rentes accumulées, différées et immédiates ne peut dépasser 120.000 francs et que la limite des rentes immédiates est fixée à 60.000 francs.

L'article 47bis, inséré par la loi du 22 juillet 1952 prévoit, en outre, que ces limites ne sont pas d'application si, lors du premier versement l'affilié manifeste l'intention de solliciter, pour ses versements, le bénéfice de l'immunité de la taxe professionnelle.

Dans les termes où l'article 5 précité est rédigé, il permettrait au conseil d'administration de limiter le montant des versements dans une mesure telle que cette limitation pourrait empêcher que les intéressés obtiennent une rente qui s'inscrirait pourtant dans les limites légales. A ce titre, l'article 5 est contraire à la loi et doit être omis.

*

* *

Le projet tend, en son article 3, à abroger deux arrêtés royaux en tenant compte des nombreuses modifications qu'ils ont subies.

.../...

En réalité, la plupart des arrêtés royaux indiqués comme modificatifs n'ont pas modifié expressément les deux arrêtés principaux ou, lorsqu'ils l'ont fait, il contiennent en outre des dispositions autonomes. Ils doivent donc être abrogés séparément.

Toutefois certains de ces arrêtés ont déjà été expressément abrogés. Il en est ainsi de l'arrêté royal du 4 septembre 1896 (abrogé par l'arrêté royal du 28 octobre 1958), de l'arrêté royal du 28 avril 1939, des arrêtés du Régent des 1er août 1945, 3 novembre 1945 et 24 juillet 1948 et de l'arrêté royal du 25 juin 1951 (abrogés par l'arrêté royal du 15 avril 1955).

*

* *

Les observations qui précèdent ont conduit le Conseil d'Etat à proposer le texte suivant. Il contient, par rapport au texte du Gouvernement certaines modifications de forme. Ainsi, certains tarifs étant identifiés (R 18 et R 21), les autres tarifs et tableaux doivent également porter une marque d'identification. En outre, il ne s'indique d'employer la majuscule qu'au premier mot de la dénomination d'un organisme doté de la personnification juridique mais non lorsqu'on cite un service de l'organisme en cause, tel que la caisse de retraite.

.../...

"PROJET D'ARRETE ROYAL FIXANT LES TARIFS DE LA CAISSE DE RETRAITE DE LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE.

...
...

Vu la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite, notamment l'article 40 modifié par la loi du 9 août 1897, l'article 46 et l'article 49 modifié par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les rentes à constituer sur la Caisse générale d'épargne et de retraite -service de la caisse de retraite-, sont calculées d'après les tarifs R 1 à R 4 annexés au présent arrêté.

Il est tenu compte dans ces tarifs :

a) de l'intérêt composé au taux de 3,75 p.c. l'an;

.../...

b) des risques de mortalité d'après la table F. 1946-1949 dressée par l'Institut national de statistique à l'aide du recensement de la population belge de 1947 et des listes de décès des années 1946-1949;

c) d'un chargement, pour frais d'administration, de 3,5 p.c. des versements;

d) de corrections d'âge conformément au tableau R 5 ci-annexé, sauf en ce qui concerne le tarif des rentes différées à capital réservé.

Il peut être fait abstraction des corrections d'âge :

1° lors des constitutions de rente au profit de membres d'un groupe;

2° lorsqu'il résulte de l'ensemble des opérations viagères conclues par l'assuré que les susdites corrections d'âge ne sont pas justifiées en ce qui le concerne.

Article 2.-

La Caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à recevoir, même en faveur d'enfants âgés de moins de six ans, des versements constitutifs de rentes temporaires jusqu'à 18 ou 21 ans, calculées suivant les tarifs R 18 et R 21 annexés au présent arrêté.

Il est tenu compte dans ces tarifs des bases techniques visées à l'article 1er, alinéa 2, a, b et c.

.../...

Le minimum des rentes annuelles à constituer suivant les tarifs R 18 et R 21 est fixé à 2.400 francs.

Article 3.-

Les valeurs de rachat des capitaux éventuellement réservés lors de la constitution de rentes différées sont calculées conformément au tarif R 6 annexé au présent arrêté.

Article 4.-

Chaque versement effectué pour l'acquisition de rentes différées doit s'élever à 3.000 francs au moins.

Article 5.-

Le minimum des rentes immédiates ou différées, constituées sous le régime de la loi du 16 mars 1865, est de 2.400 francs par an. Pour l'application de cette limite, les différentes rentes constituées au nom d'une même personne sont cumulées.

Lorsque le montant annuel de l'ensemble de ces rentes est inférieur à 2.400 francs, il leur est substitué un versement unique dont le montant est égal à leur valeur actuelle globale, calculée à la date fixée pour l'entrée en jouissance.

Lorsqu'une rente est en cours, elle ne peut faire l'objet d'une majoration que si celle-ci atteint au moins 1.200 francs par an.

.../...

Article 6.-

(texte de l'article 7 du projet du Gouvernement)

...

Article 7.-

L'assuré peut modifier l'âge de l'entrée en jouissance d'une rente différée constituée antérieurement, en notifiant sa décision à la Caisse deux ans au moins avant la nouvelle date à partir de laquelle la rente devra prendre cours.

Article 8.-

Le conseil d'administration de la Caisse générale d'épargne et de retraite peut attribuer ... pas 75 p.c. ... (la suite comme à l'article 9 du projet du Gouvernement).

Article 9.-

Lans l'article 1er de l'arrêté royal du 6 décembre 1955 portant modification des tarifs de la caisse de retraite, les mots "les tarifs approuvés par l'arrêté royal du 15 avril 1955, pris en exécution de la loi du 16 mars 1865" sont remplacés par les mots : "les tarifs annexés à l'arrêté royal du ...(1) ... fixant les tarifs de la caisse de retraite de la Caisse générale d'épargne et de retraite".

.../...

(1) date du présent arrêté.

Article 10.-

Sont abrogés :

1° le chapitre premier comprenant les articles 1er à 4 et les tarifs annexés A, B, C, de l'arrêté royal du 21 juin 1868 réglant les tarifs pour la constitution de rentes à charge de la caisse de retraite, etc., modifié par les arrêtés royaux des 13 juillet 1887, 26 novembre 1889 et 4 septembre 1896;

2° l'arrêté royal du 10 février 1890 qui est relatif aux rentes viagères immédiates de la caisse de retraite de la Caisse générale d'épargne et de retraite, modifié par les arrêtés royaux des 20 décembre 1906 et 31 décembre 1920;

3° l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1890 qui est relatif à l'administration des postes;

4° l'arrêté royal du 9 avril 1902 qui est relatif à la limite des versements pour l'acquisition de rentes sur la Caisse générale d'épargne et de retraite;

5° l'arrêté royal du 31 décembre 1920 qui détermine des nouveaux tarifs et fixe le minimum des rentes sur la Caisse générale d'épargne et de retraite, modifié par les arrêtés royaux des 26 juillet 1929 et 4 mai 1932, les arrêtés du Régent des 1er août 1945, 18 septembre 1945 et 3 novembre 1945 et l'arrêté royal du 28 octobre 1958;

6° l'arrêté royal du 26 juillet 1926 complétant les tarifs de la caisse de retraite établis par l'arrêté du 31 décembre 1920;

.../...

7° l'arrêté royal du 15 avril 1955 qui est relatif au tarif de la caisse de retraite de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Article 11.-

Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Suivent les tableaux numérotés comme il est dit dans les articles qui les concernent, avec en finale la formule :

"Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...".

(mêmes signature et contreseing qu'à l'arrêté).

In plaats van artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 april 1955 te wijzigen en, met behoud van de artikelen 1 en 3, er zes nieuwe artikelen in te voegen, ware het verkieslijk een nieuw autonoom besluit vast te stellen en alle vroegere bepalingen uitdrukkelijk op te heffen. Deze werkwijze verdient des te meer aanbeveling, daar de geldigheid van het koninklijk besluit van 15 april 1955, dat niet voor advies aan de Raad van State is voorgelegd en zich niet op de dringende noodzakelijkheid beroept, betwist zou kunnen worden.

*

* *

Het nieuwe artikel 5 dat artikel 2 van het ontwerp bedoelt in te voegen in het koninklijk besluit van 15 april 1955, voorziet in de mogelijkheid om het jaarlijks bedrag van de stortingen die een persoon kan doen voor het vestigen van een rente te beperken en draagt de bevoegdheid daartoe op aan de raad van beheer van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Artikel 40, eerste lid, van de wet van 16 maart 1865, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1897, bepaalt : "Iedere persoon van meer dan achttien jaar mag stortingen doen in de lijfrentekas, hetzij voor eigen rekening, hetzij op naam van derde personen die minstens zes jaar oud zijn".

De wetgever heeft echter grenzen gesteld aan de werkzaamheden van de Lijfrentekas. Artikel 47 van dezelfde wet van 1865, gewijzigd door de besluitwet van 23 oktober 1946, bepaalt dat het maximum der samengevoegde uitgestelde en dadelijke renten 120.000 frank niet mag te boven gaan en dat de grens van de dadelijke renten is vastgesteld op 60.000 frank.

.../...

Artikel 47bis, ingevoegd door de wet van 22 juli 1952, bepaalt bovendien dat die grenzen niet van toepassing zijn "wanneer de aangeslotene, bij het verrichten van de eerste storting, uiting geeft aan zijn voornemen, voor zijn stortingen, de belastingvrijdom in zake bedrijfsbelasting aan te vragen".

Zoals het eerdervermelde artikel 5 is geredigeerd, zou het de raad van beheer toestaan het bedrag van de stortingen zodanig te beperken dat de betrokkenen zouden kunnen worden verhinderd een rente te ontvangen die toch binnen de wettelijke grenzen valt. Als zodanig is artikel 5 in strijd met de wet en moet het vervallen.

*

* *

Met artikel 3 wil het ontwerp twee koninklijke besluiten opheffen, met inachtneming van de talrijke wijzigingen die zij hebben ondergaan.

In werkelijkheid hebben de meeste als wijzigingsbesluiten vermelde koninklijke besluiten de beide hoofdbesluiten niet uitdrukkelijk gewijzigd, of bevatten zij, wanneer zij dit toch hebben gedaan, bovendien een aantal autonome bepalingen. Zij moeten dus afzonderlijk worden opgeheven.

Sommige van die besluiten zijn echter reeds uitdrukkelijk opgeheven. Zo het koninklijk besluit van 4 september 1896 (opgeheven door het koninklijk besluit van 28 oktober 1958, het koninklijk besluit van 28 april 1939, de besluiten

.../...

van de Regent van 1 augustus 1945, 3 november 1945 en 24 juli 1948 en het koninklijk besluit van 25 juni 1951 (opgeheven door het koninklijk besluit van 15 april 1955).

*

* *

Met inachtneming van deze opmerkingen stelt de Raad van State de hierna volgende tekst voor. Vergeleken bij de tekst van de Regering, bevat hij een aantal wijzigingen die de vorm betreffen. Aangezien sommige tarieven geïdentificeerd zijn (R 18 en R 21), moeten ook de andere tarieven en tabellen een kenmerk krijgen. Bovendien schrijve men in de Franse tekst een hoofdletter alleen in het eerste woord van de benaming van een instelling met rechtspersoonlijkheid, maar niet wanneer men een dienst van de betrokken instelling, zoals de lijfrentekas vermeldt.

"ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE TARIEVEN VAN DE LIJFRENTEKAS VAN DE ALGEMENE SPAAR- EN LIJFRENTEKAS.

...
...

Gelet op de wet van 16 maart 1865 tot oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas, inzonderheid op artikel 40, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1897, artikel 46, en artikel 49, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 20 van 23 mei 1967;

Gelet op het advies van de Raad van State;

.../...

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas - dienst van de lijfrentekas - te vestigen renten worden berekend volgens de bij dit besluit gevoegde tarieven R1 tot R4.

In die tarieven wordt rekening gehouden :

a) met de samengestelde interest tegen 3,75 pct. 's jaars;

b) met de sterfterisico's berekend volgens de tabel F 1946-1949, door het Nationaal Instituut voor de statistiek opgemaakt aan de hand van de telling van de Belgische bevolking van 1947 en van de sterftelijsten over de jaren 1946 tot 1949;

c) met een bezwaring van 3,5 pct. van de stortingen, voor beheerskosten;

d) met leeftijdsverbeteringen volgens de hierbij gevoegde tabel R 5, behalve voor het tarief der uitgestelde renten met voorbehouden kapitaal.

Van de leeftijdsverbeteringen mag worden afgezien :

1° bij het vestigen van renten ten bate van leden van een groep;

2° wanneer uit het geheel van de door de verzekerde aangegane lijfrenteverrichtingen blijkt dat de bedoelde leeftijds-verbeteringen wat hem betreft niet gewettigd zijn.

.../...

Artikel 2.-

De Algemene Spaar- en Lijfrentekas is gemachtigd, zelfs ten gunste van kinderen beneden zes jaar, stortingen te ontvangen tot vestiging van tijdelijke renten tot 18 of 21 jaar, berekend volgens de bij dit besluit gevoegde tarieven R 18 en R 21.

In die tarieven wordt rekening gehouden met de technische grondslagen bedoeld in artikel 1, tweede lid, a, b en c.

Het minimum der volgens de tarieven R 18 en R 21 te vestigen jaarlijkse renten is vastgesteld op 2.400 frank.

Artikel 3.-

De afkoopwaarden van de bij de vestiging van uitgestelde renten eventueel voorbehouden kapitalen worden berekend volgens het bij dit besluit gevoegde tarief R 6.

Artikel 4.-

Elke storting tot vestiging van uitgestelde renten moet ten minste 3.000 frank bedragen.

Artikel 5.-

Het minimum van de onder de gelding van de wet van 16 maart 1865 gevestigde dadelijk ingaande of uitgestelde renten bedraagt 2.400 frank 's jaars. Voor de toepassing van dit minimum worden de verschillende op naam van eenzelfde persoon gevestigde renten samengevoegd.

Is het jaarlijks bedrag van al die renten samen lager dan 2.400 frank, dan komt in de plaats daarvan een enige storting waarvan het bedrag gelijk is aan hun gezamenlijke huidige waarde, berekend op de datum van ingenottreding.

.../...

Wanneer een rente is ingegaan, kan zij niet worden verhoogd dan met ten minste 1.200 frank 's jaars.

Artikel 6.-

(tekst van artikel 7 in het Regeringsontwerp) ...

Artikel 7.-

De verzekerde kan de leeftijd van ingenottreding van een vroeger gevestigde uitgestelde rente wijzigen als hij van zijn beslissing aan de Kas kennis geeft ten minste twee jaar vóór de nieuwe datum van ingenottreding.

Artikel 8.-

De raad van beheer van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas kan ... niet hoger zijn dan 75 pct.
... (voorts zoals artikel 9 in het Regeringsontwerp) ...

Artikel 9.-

In artikel 1 van het koninklijk besluit van 6 december 1955 houdende wijziging van de tarieven der lijfrentekas worden de woorden "de tarieven, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 15 april 1955, genomen in uitvoering van de wet van 16 maart 1865" vervangen door de woorden "de tarieven gevoegd bij het koninklijk besluit van ... (1) ... tot vaststelling van de tarieven van de lijfrentekas van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas".

.../...

---

(1) Datum van dit besluit.

Artikel 10.-

Opgeheven worden :

1° hoofdstuk I, bevattende de artikelen 1 tot 4, en de bijgevoegde tarieven A, B en C, van het koninklijk besluit van 21 juni 1868 tot regeling van de tarieven voor het vestigen van renten ten laste van de lijfrentekas, enz., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 juli 1887, 26 november 1889 en 4 september 1896;

2° het koninklijk besluit van 10 februari 1890 dat betrekking heeft op de dadelijk ingaande lijfrenten van de lijfrentekas van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 december 1906 en 31 december 1920;

3° artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1890 dat betrekking heeft op het bestuur der posterijen;

4° het koninklijk besluit van 9 april 1902 dat betrekking heeft op het grensbedrag van de stortingen voor het vestigen van renten op de Algemene Spaar- en Lijfrentekas;

5° het koninklijk besluit van 31 december 1920 dat de nieuwe tarieven bepaalt en het minimum vaststelt van de renten op de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 juli 1929 en 4 mei 1932, de besluiten van de Regent van 1 augustus 1945, 18 september 1945 en 3 november 1945 en het koninklijk besluit van 28 oktober 1958;

6° het koninklijk besluit van 26 juli 1926 tot aanvulling van de tarieven van de lijfrentekas vastgesteld bij het besluit van 31 december 1920;

7° het koninklijk besluit van 15 april 1955 dat betrekking heeft op de tarieven van de lijfrentekas van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

.../...

Artikel 11.-

Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit".

Dan volgen de tabellen, genummerd zoals in de desbetreffende artikelen is gezegd, met aan het slot het formulier :

"Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...".

(zelfde handtekening en medeondertekening als in het besluit).

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
P. TAPIE, conseillers d'Etat,
H. ROUSSEAU,
R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,
staatsraden,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. VAN BUNNEN.